

tendance plus ou moins marquée à faire usage de la force, représentent encore d'autres foyers de danger.

En revanche, des bruits laissant entendre que des actes terroristes de ces derniers temps auraient été projetés et préparés en Suisse n'ont pas trouvé confirmation.

Cela dit, on peut répondre comme suit aux questions posées:

1. Le Conseil fédéral suit attentivement l'évolution de la situation en France qui révèle crûment la vulnérabilité d'un Etat de droit et de ses institutions. Pour l'heure, il n'existe aucun indice montrant que les actuels événements terroristes en France pourraient déborder sur la Suisse.

2. Le dispositif de sécurité de la Suisse a fait ses preuves et est constamment adapté à la situation de la menace. C'est pourquoi aussi, un changement fondamental ne s'impose pas pour le moment. Dans ce contexte, il convient néanmoins de signaler que le personnel des postes frontières est déjà pleinement occupé aujourd'hui. Un renforcement raisonnable de ces services devient donc impérieux. Par ailleurs, le Conseil fédéral s'est également penché à plusieurs reprises sur la question d'un renforcement sectoriel de l'obligation de requérir un visa; il a toutefois renoncé jusqu'ici à engager ce moyen de contrôle supplémentaire.

3. Une lutte efficace contre le terrorisme n'est possible au niveau international que par le biais d'une collaboration intensive entre les organes de sécurité des différents pays. Madame Kopp, conseillère fédérale, n'a d'ailleurs pas manqué de le souligner en sa qualité de responsable de la délégation suisse lors de la conférence des ministres européens chargés de la lutte contre le terrorisme les 4 et 5 novembre 1986 à Strasbourg. En ce domaine, le travail prioritaire porte sur l'information réciproque et la coordination des mesures de sécurité. Les liaisons nécessaires avec la Suisse existent et donnent satisfaction, tant qu'elles s'effectuent par les canaux mis en place à cet effet. Une intensification des contacts en fonction de la situation est qualitativement réalisable à tout moment. Par contre, un développement quantitatif (par exemple par la mise en place de nouvelles instances) pourrait gravement perturber le travail au front, voire le rendre incontrôlable. Le Conseil fédéral ne peut donner d'autres précisions sur l'organisation effective de la collaboration internationale sous peine de porter préjudice à son efficacité.

4. Les autorités judiciaires fédérales et cantonales sont des instances indépendantes. En vertu de la séparation des pouvoirs, le Conseil fédéral ne saurait donc s'exprimer sur les jugements qu'elles prononcent.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion offensichtliche Mehrheit
Dagegen Minderheit

Le président: L'interpellant n'est que partiellement satisfait de la réponse du Conseil fédéral.

86.562

Interpellation Grassi Autokolonnen vor Zollämtern

Interpellanza Grassi Colonne di autoveicoli ai valichi doganali

Interpellation Grassi Passage de véhicules automobiles aux postes de douane

Zollämtern. Dieser Zustand betrifft heute nicht mehr nur die Touristen, die sich auf der Fahrt in die Ferien oder auf der Rückreise befinden. Am Grenzübergang von Chiasso-Brogeda hat sich die Lage noch verschlimmert, seitdem die Autobahn nördlich von Bellinzona fertiggestellt ist. Während bisher der Verkehr wegen der Engpässe weniger dicht war, verlängern sich nun aber mit dem stärkeren Verkehrsfluss die Kolonnen vor dem Zoll. Hinzu kommt, dass der Verkehr insgesamt zugenommen hat. Das brachte am Samstag, den 19. Juli 1986, zwei neue Rekorde: 34 862 Fahrzeuge im Gotthardtunnel und eine 12 km lange Kolonne auf zwei Fahrbahnen vor dem Zollamt Brogeda. Dieser Zustand, der sich jedes Wochenende im Juli und August dies- und jenseits der Grenze wiederholt, verursacht nicht unerhebliche Belästigungen. Da ist einmal die lange Wartezeit, die den Autofahrern auf die Nerven geht. Schlimm – und ein Aergernis für die Bevölkerung – ist aber vor allem die Verschmutzung von Luft und Boden in der Region, von der Treibstoffvergeudung gar nicht zu reden. Ausserdem werden die Rechte der Automobilisten verletzt; dies gilt besonders für die Leute der Region, die für Fahrten von einem Ort zum andern die Autobahn nicht benutzen können, obschon sie die Abgabe dafür bezahlt haben.

Wir fragen deshalb den Bundesrat:

– Ist ihm diese Lage bekannt?

– Beabsichtigt er, falls er es noch nicht getan hat, die schweizerischen Zollbehörden anzuweisen, das Zollpersonal für die Tage mit starkem Grenzverkehr aus Italien, Deutschland oder Frankreich zu verstärken?

– Hat er mit den ausländischen Zollbehörden bereits Kontakt aufgenommen, oder beabsichtigt er, das zu tun, damit sie die notwendigen Massnahmen treffen, um den Grenzübertritt zu beschleunigen und so die schweren Beeinträchtigungen zu beseitigen, unter denen sowohl die Touristen als auch die lokale Bevölkerung zu leiden haben? Die Infrastruktur steht ja bereit, nur wird sie nicht voll genutzt.

Testo della interpellanza del 23 settembre 1986

Ogni estate si ripresenta lo sconcertante quadro di lunghe colonne di autoveicoli ferme sulle autostrade in prossimità dei valichi doganali, che non concerne ormai più unicamente il turista all'andata e al ritorno dalle vacanze. Uno di questi valichi è quello di Chiasso-Brogeda, dove la situazione si è aggravata con la completazione dell'autostrada a nord di Bellinzona. Infatti, mentre finora le strozzature diluivano il traffico, con la maggiore fluidità si sono allungate le code davanti alla barriera doganale. A ciò si aggiunge anche l'aumento del volume del traffico. Così, sabato 19 luglio 1986, si sono avuti due primati: 34 862 veicoli nella galleria del San Gottardo e 12 km di colonna su due file prima del valico di Brogeda. Questa situazione, che si ripete tutti i fine settimana in luglio e in agosto, al di qua e al di là della frontiera, è fonte di disagi non indifferenti. A parte la lunga attesa che innervosisce gli automobilisti, è grave l'inquinamento atmosferico e fonico della zona che è di offesa alla popolazione locale, per non parlare poi dello spreco di carburante. Inoltre vengono lesi i diritti degli automobilisti in genere e di quelli locali in modo particolare che, dovendosi trasferire da una località all'altra, non possono usare convenientemente le infrastrutture autostradali pur avendo pagato il bollo.

Chiedo perciò al Consiglio federale:

– se è al corrente della situazione;

– se ha già dato o intende dare disposizioni alle autorità doganali svizzere per un potenziamento dei servizi nei giorni di forte traffico in entrata dall'Italia rispettivamente dalla Germania e Francia;

– se ha già preso o intende prendere dei contatti con le autorità doganali estere per invitarle ad adottare le necessarie misure per sveltire il passaggio della frontiera ed alleviare così i gravi disagi di cui sono vittime turisti e popolazione locale, visto che le infrastrutture sono disponibili ma non utilizzate a pieno.

Wortlaut der Interpellation vom 23. September 1986

Jeden Sommer bietet sich immer wieder das gleiche Bild: lange, stehende Autokolonnen auf den Autobahnen vor den

Texte de l'interpellation du 23 septembre 1986

Tous les étés, on assiste sur nos autoroutes à la formation de bouchons interminables près des postes frontières. La douane de Chiasso-Brogeda est particulièrement touchée, du fait de la mise en service de l'autoroute au nord de Bellinzone. En effet, si auparavant les goulets d'étranglement ralentissaient le trafic, aujourd'hui sa plus grande fluidité provoque de longues queues à l'approche de la frontière. La situation est encore aggravée par une augmentation du volume de la circulation. C'est ainsi que le samedi 19 juillet 1986, deux records ont été enregistrés: 34 862 véhicules ont traversé le tunnel du Saint-Gothard et un bouchon de douze kilomètres s'est formé sur deux voies avant la douane de Brogeda. Cette situation, qui se répète à chaque fin de semaine en juillet et en août des deux côtés de la frontière, est source de désagréments considérables, dont les touristes ne sont plus les seuls à pâtir. En effet, si les vacanciers perdent leurs nerfs dans les embouteillages et gaspillent le carburant, la population locale doit, quant à elle, subir les graves conséquences du bruit et de la pollution atmosphérique. En outre, les automobilistes, et plus particulièrement ceux de la région, voient leurs droits lésés, car lorsqu'ils doivent se déplacer, ils ne peuvent pas utiliser l'autoroute comme ils le souhaiteraient, bien qu'ils aient payé la vignette.

Je demande par conséquent au Conseil fédéral:

- s'il a été informé de la situation;
- s'il a déjà donné des instructions, ou s'il entend le faire, aux autorités douanières afin qu'elles renforcent leurs services les jours où le trafic en provenance de l'Italie, de l'Allemagne ou de la France est particulièrement dense;
- si, étant donné que les infrastructures sont déjà en place, mais qu'elles ne sont pas pleinement utilisées, il a déjà pris contact, ou s'il entend le faire, avec les autorités douanières étrangères, pour les inviter à adopter les mesures nécessaires en vue de faciliter le passage des frontières et de réduire ainsi les inconvénients dont sont victimes les touristes et la population locale.

Mitunterzeichner – Cofirmatari – Cosignataires: Aubry, Bonny, Carobbio, Christiani, Cotti Flavio, Cotti Gianfranco, Giudici, Robbiani, Salvioni (9)

*Schriftliche Begründung – Motivazione scritta**Développement par écrit*

L'interpellante renuncia alla motivazione e chiede una risposta scritta.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 19. November 1986

Rapport écrit du Conseil fédéral du 19 novembre 1986

Risposta del Consiglio federale del 19 novembre 1986

Pur comprendendo pienamente le richieste intese ad ottenere uno snellimento del traffico presso i valichi di confine, il Consiglio federale è del parere che anche in caso di intenso traffico all'entrata in Svizzera l'amministrazione federale delle dogane – in adempimento dei compiti di natura fiscale, economica, industriale e sanitaria che le sono stati affidati a tutela di legittimi interessi della Confederazione – debba pur effettuare un numero minimo di controlli. Gli organi doganali operano effettivamente in ossequio a tale principio. Per ovviare a intasamenti del traffico e a lunghe attese di viaggiatori, in caso di intenso traffico detti organi rinforzano l'occupazione dei valichi di confine nella misura in cui il personale disponibile lo consenta. Le operazioni doganali sono svolte secondo una procedura selettiva adeguata alla situazione particolare del traffico. A tal riguardo, gran parte dei viaggiatori sono invitati a proseguire direttamente senza che sia posta loro alcuna domanda di rito o effettuato un controllo di sorta. In queste situazioni, la quota dei controlli – già eseguiti solo saltuariamente in caso di normale intensità del traffico – raggiunge un limite minimo appena giustificabile.

Nonostante tutti i provvedimenti adottati in materia di personale e di organizzazione è tuttavia inevitabile che talvolta si

formino delle colonne di veicoli in entrata. Segnatamente presso valichi doganali siti su strade d'accesso percorse ad elevata velocità, le colonne di veicoli in caso di intenso traffico sono l'inevitabile conseguenza della necessaria riduzione della velocità all'atto del passaggio del confine.

Anche le colonne di veicoli che si formano all'uscita su territorio svizzero – dove d'altronde i nostri organi operano soltanto controlli sporadici – vanno in parte ascritte alla riduzione della velocità.

Quanto alle possibilità di intervento della Svizzera in caso di difficoltà va osservato che – in applicazione degli accordi quadro stipulati con i quattro Stati limitrofi negli anni sessanta – presso i più importanti valichi di confine sono stati edificati impianti doganali in comune (come ad esempio Chiasso-autostrada, Basel-Weil-Autobahn, Thônex-Vallard, Gr. St. Bernard-Tunnel), risp. pianificati (Basel-Lisbûchel, Rheinfelden, St. Margrethen). Presso detti impianti le operazioni di sdoganamento svizzere ed estere sono abbinato. Le peculiarità delle situazioni locali vengono disciplinate di volta in volta da accordi tra i rispettivi governi. Accordi e convenzioni offrono alle autorità doganali le basi per accordarsi – segnatamente a livello regionale e locale – sugli orari di sdoganamento, le competenze, l'andamento dell'esercizio, ecc. ed ottenere così un razionale svolgimento delle operazioni di sdoganamento al confine. L'amministrazione federale delle dogane ricorre a tale possibilità quando v'è necessità. Tuttavia, nessun Paese può avere un influsso determinante – né a livello amministrativo né politico – sull'organizzazione interna delle amministrazioni doganali degli Stati limitrofi e sulle loro prescrizioni doganali nazionali, comprese quelle concernenti le operazioni di sdoganamento. Presentemente non è previsto nessun intervento diretto del Consiglio federale presso le autorità dei Paesi confinanti.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion offensichtliche Mehrheit
Dagegen Minderheit

Le président: L'interpellant n'est pas satisfait de la réponse du Conseil fédéral.

86.920

Interpellation Sager

SRG. Repräsentativität der Trägerschaft

SSR. Représentativité des organes

Wortlaut der Interpellation vom 8. Oktober 1986

Im Hinblick auf Äusserungen und Bestrebungen im Regionalvorstand DRS und seitens des Radiodirektors DRS, mit denen wesentliche Grundlagen der SRG in Frage gestellt sind, werden folgende Fragen an den Bundesrat gerichtet:

1. Teilt der Bundesrat die Auffassung, in der Trägerschaft der SRG sowie in deren Gremien müssten möglichst alle Bevölkerungskreise vertreten sein, auch wenn sie den Programmen und der jeweiligen Unternehmenspolitik kritisch gegenüberstehen mögen?

2. Hält der Bundesrat auch dafür, dass die u. a. mit Artikel 8 Absatz 3 der SRG-Konzession angestrebte Repräsentativität der Trägerschaft die Voraussetzung für die der SRG gewährten Privilegien ist (Monopol auf Gebühren und Sendernetze)?

3. Würde es der Bundesrat zulassen, dass die von ihm aufgrund der Konzession in die SRG-Gremien abgeordneten Vertreter durch SRG-Organen auf offizielle Meinungen verpflichtet werden und auf die Mitgliedschaft in bestimmten Organisationen verzichten müssen?

Interpellation Grassi Autokolonnen vor Zollämtern

Interpellation Grassi Passage de véhicules automobiles aux postes de douane

Interpellanza Grassi Colonne di autoveicoli ai valichi doganali

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1986
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	13
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	86.562
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.12.1986 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2075-2076
Page	
Pagina	
Ref. No	20 015 071

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.